

Pour que les Anti-passe ne subissent pas le sort de LMPT et des Gilets jaunes



Huit ans après les débuts de La Manif Pour Tous (LMPT), trois après le lancement des Gilets jaunes, un troisième mouvement populaire déferle sur la France. Depuis quatre samedis, toujours plus nombreux, ceux qu'ils appellent « Les Antivax » et qui se contentent d'être « Anti-passe » continuent à étonner le monde entier, en progressant, à chaque nouvelle manifestation, par rapport à la semaine précédente.

Il y a beaucoup de points communs entre ces trois mouvements, même si leurs revendications sont différentes. Ils n'ont pas été impulsés par les partis ou associations qui font partie du grand cirque démocratique, et sont payés pour amuser la galerie. Ils ont été immédiatement combattus avec une rare férocité par l'appareil d'Etat, l'Etat profond.

La Manif Pour Tous a réalisé six montées sur Paris, dont trois

avec plus d'un million de manifestants. Ils furent toujours pacifiques. Ils furent réprimés sauvagement, des enfants furent gazés, des manifestants nassés et arrêtés en masse. Sous l'impulsion de Manuel Valls, on minora le nombre de protestataires, et on les accusa de vouloir déstabiliser la République, faisant des comparaisons historiques des plus douteuses avec le 6 février 1934. Bien évidemment, tous ceux qui critiquèrent la haineuse Christiane Taubira, porteuse du projet, se firent traiter de racistes. Et les Femem, avec la complicité de Caroline Fourest, agressèrent le cortège, mais ce fut le service d'ordre de LMPT qui se fit accuser d'avoir agresser la militante homosexualiste déguisée en journaliste.

Toute la gauche se déchaîna contre ces paisibles manifestants, Marine Le Pen et Philippot prirent leur distance avec ce mouvement, et la droite traditionnelle lui assura un soutien minimal.

Les dirigeants LGBT épuisèrent toutes les voix de la démocratie, multiplièrent pétitions et recours, et refusèrent, la troisième fois, avec un million de manifestants, l'épreuve de force avec le régime. Ils furent donc logiquement battus, et le mariage homo, prélude à d'autres lois comme la PMA et la GPA, fut adoptée définitivement.

Les Gilets jaunes prirent de court l'ensemble de la classe politique. Le refus de l'augmentation du prix de l'essence, pour casquer la taxe écologique, fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase, quelques mois après l'adoption, sous l'impulsion d'Edouard Philippe, de la limite de vitesse à 80 km/h. Le prix de l'essence, ils s'en foutent tous, les parlementaires de ce pays, ils ont des chauffeurs, et tous leurs frais de déplacement leur sont remboursés. Les bobos des villes, qui dirigent le pays, au niveau national et local, se déplacent en vélo quand il y a des photographes, et sinon, ils ont des escortes. Ils crachèrent donc, ainsi que toute la gauche, sur ces manifestants, les qualifiant de populistes et d'extrême droite. On vit les Insoumis et la CGT intimer

l'ordre à leurs militants de ne pas y aller. Seule Marine soutint ce mouvement, mais, voulant en respecter l'indépendance, n'encouragea pas ses militants à occuper les ronds-points. Devant la réussite du mouvement, fort populaire, malgré les calomnies déversées contre lui, la gauche changea son fusil d'épaule, et, pour le plus grand bonheur de Macron, infiltra le mouvement, pour le pervertir et le faire sombrer dans la violence. Les antifas furent chargés, avec la complicité du ministère de l'Intérieur, de chasser les patriotes du mouvement. Au nom de la convergence des luttes, on vit même Rodriguez ramener les Traoré dans les manifestations, ainsi que quelques racailles qui faisaient leurs courses, après les défilés. Bien sûr, le mouvement n'eut plus rien à voir avec les origines de la révolte, et son impopularité permit au gouvernement, malgré des manifestations hebdomadaires qui finirent par s'essouffler, de s'en sortir, face à un mouvement populaire qui l'avait fait vaciller, lors des trois premières semaines.

Le mouvement Anti-passe échappe, lui aussi, à toute main-mise des partis et organisations traditionnelles, malgré quelques tentatives locales de récupération, vite dénoncées par les manifestants. Pendant plus d'une année, les Français ont subi passivement une incroyable restriction de leurs libertés démocratiques les plus élémentaires : confinement, libre circulation, masques, couvre-feux, amendes à répétition, abandon des anciens, propagande vaccinale, prévention interdite, etc. Mis à part Philippon, en première ligne, Dupont-Aignan, Poisson et Asselineau, l'ensemble de la caste politique, y compris Insoumis et RN, marcha main dans la main avec Macron. Que dire des syndicats, aux abonnés absents, et des journalistes, qui insultèrent Raoult du matin au soir, pour nous imposer des médecins de plateau qui exigeaient toujours davantage de restrictions sanitaires du gouvernement. Bien sûr, ceux qui osaient remettre en cause la sacro-sainte vérité officielle étaient traités de complotistes, et les réseaux sociaux censuraient par centaines de milliers les

vidéos et les tweets des mal-pensants.

Pensant que les Français étaient définitivement assoupis, Macron décida donc, le 12 juillet, de passer en force et d'imposer le passe sanitaire, cache-sexe de la vaccination obligatoire, à la population française. Et ce fut le réveil du peuple français, le 17, 24 et 31 juillet, et ce 7 août. Reste que Macron se vante de ne pas lâcher, multiplie, avec ses sbires, les insultes et provocations contre les non-vaccinés, et que sa loi scélérate va commencer à s'appliquer dès demain, dans de nombreux secteurs de l'activité économique et du quotidien des Français. D'autre part, de plus en plus de Français se font vacciner, avec un pistolet sur la tempe, pour ne pas perdre leur travail. Si les choses restent en l'état, si rien ne remet en cause ces décisions liberticides, une page sera tournée, et ce qui nous restait de liberté va disparaître. Le masque avait préparé le vaccin obligatoire, qui lui-même prépare la dictature numérique, prélude au puçage généralisé des citoyens.

Pour imposer son modèle de société à un pays qu'il méprise, Macron paraît prêt à tout, et à utiliser toutes les armes d'une dictature, sans se sentir le besoin de les habiller du camouflage de la démocratie.

Florian Philippot, ce 31 juillet, appelait à la Révolution. D'autres rêvent d'une grève générale, qui paralyserait le pays, et ferait tomber Macron, accélérant l'arrivée d'un patriote au pouvoir, qui pourrait ne pas être Marine, mais Eric Zemmour. D'autres encore commencent à rêver d'une lutte clandestine, où, comme dans les années 1940, les collabos seraient châtiés par les Résistants. La peur changerait de côté.

Peut-être faudrait-il un peu de tout cela pour que cette fois, malgré l'ampleur du nombre de manifestants, un mouvement populaire sorte victorieux d'un combat impulsé contre le

pouvoir mondialiste. Il faut donc centrer tous les prochains rassemblements sur la question du pouvoir, et les orienter, tout en maintenant les deux questions centrales (passe sanitaire et vaccination obligatoire) sur le départ de Macron, tout de suite ! La France ne peut plus attendre mai 2022, c'est maintenant qu'elle doit se débarrasser de l'assassin de notre pays et de ses meilleures traditions, l'usurpateur qui siège à l'Elysée. Il faut virer Macron, et exiger des élections présidentielles anticipées.

Faute de quoi, il est à craindre, malgré la formidable mobilisation qu'on voit progresser, que ce mouvement, à terme, ne subisse le sort de LMPT et des Gilets jaunes, et que la France ne s'enfonce dans un modèle totalitaire aux antipodes de son Histoire et de ses valeurs.

Mais les seuls combats perdus d'avance sont ceux qu'on ne mène pas, et Macron est très fragilisé, ne tenant encore que par le soutien que lui amènent encore les forces de l'ordre.

Il suffit donc de pas grand chose pour que son régime tombe, bien avant le mois de mai 2022. Tous dans la rue, ce samedi 14 août, encore plus nombreux que la semaine dernière, et plus déterminés, pour en finir avec Macron !